

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies nr. 35.598/2 van de Raad van State gegeven op 2 juli 2003 bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Secundair Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 8 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 september 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de examens worden afgenomen, van de organisatie en de werking van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs (derde afdeling : hoger secundair technisch, kunst- en beroepsonderwijs), worden de woorden « 25 augustus » vervangen door de woorden « 22 augustus ».

In hetzelfde artikel, worden de woorden « 8 september » vervangen door de woorden « 31 augustus ».

Art. 2. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Secundair onderwijs,

P. HAZETTE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 3641

[C — 2003/29523]

18 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'assimilation des titres, créée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 2002 portant application de l'article 29 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, notamment l'article 29;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 2002 portant application de l'article 29 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, notamment les articles 5 à 12;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 portant règlement de son fonctionnement, notamment l'article 6, § 1^{er}, 10°, a);

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur, ci annexé, de la Commission d'assimilation créée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 2002 portant application de l'article 29 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 juillet 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur,

Mme F. DUPUIS

Annexe

Règlement d'ordre intérieur de la Commission d'assimilation des titres de l'enseignement supérieur artistique

Article 1^{er}. Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre :

a) par "Commission", la Commission d'assimilation créée par les articles 5 à 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 2002 portant application de l'article 29 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique;

b) par « Arrêté », l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 2002 portant application de l'article 29 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique;

c) par "Assimilation", l'assimilation des titres, telle que visée à l'article 29 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique;

d) par « Ministre », le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses compétences.

Tous les titres et fonctions mentionnés dans le présent règlement sont à lire tant au masculin qu'au féminin.

Art. 2. Toute demande d'assimilation, d'audition par la Commission ainsi que toute correspondance ultérieure doivent être adressées par lettre recommandée au Président de la Commission, Direction générale de l'Enseignement non obligatoire de la Communauté française, Cité administrative de l'Etat, boulevard Pachéco 19, bte 0, B-1010 Bruxelles.

Le Président transmet ces documents au Secrétaire.

Art. 3. Le Secrétaire accuse réception de la demande d'assimilation dans les dix jours et le cas échéant invite le candidat à la compléter conformément aux dispositions de l'article 8, alinéa 2, de l'arrêté.

Art. 4. La Commission se réunit à l'initiative du Président, à la demande d'au moins un tiers des membres effectifs ou à la demande d'au moins un tiers des membres présents en séance.

Les convocations sont adressées aux membres effectifs, ainsi que, pour information, aux membres suppléants dans les dix jours qui précèdent les réunions. Elles mentionnent l'ordre du jour et détaillent l'identité et la fonction des personnes dont la demande d'assimilation sera examinée en séance.

Un membre effectif empêché invite son suppléant à le remplacer. Le membre suppléant ne participe à la réunion qu'en l'absence de son effectif.

Art. 5. La Commission délibère valablement si la moitié au moins des membres sont présents.

Les avis sont donnés à la majorité absolue des membres présents.

En cas de parité, la voix du Président est prépondérante.

Le Secrétaire n'a pas voix délibérative.

Art. 6. La Commission entend l'auteur de la demande d'assimilation, si cette personne en a exprimé le souhait.

Art. 7. Les procès-verbaux des réunions reprennent synthétiquement les avis remis par la Commission et les propositions adoptées en délibération (audition du demandeur,...)

Art. 8. Chaque fois que la Commission remet un avis, ce dernier est dûment motivé.

Art. 9. A l'issue de l'examen de la demande d'assimilation et du vote qui s'ensuit et dans un délai qui ne peut dépasser 4 mois à compter de la réception de la demande, le Président remet un avis au terme duquel la Commission propose au Ministre de reconnaître l'assimilation ou avertit le candidat par lettre recommandée à la poste que la Commission envisage de ne pas remettre au Ministre un avis au terme duquel elle propose l'assimilation.

Art. 10. Le candidat avisé de ce que la Commission envisage de ne pas remettre un avis au terme duquel elle propose l'assimilation conformément à la procédure décrite ci-dessus, dispose d'un délai de quinze jours ouvrables à dater de la notification pour fournir des éléments complémentaires à la Commission.

Art. 11. Les éléments complémentaires doivent être adressés par lettre recommandée à la même adresse que la demande initiale. Le Secrétaire en accuse également réception à l'auteur dans les dix jours.

Art. 12. Si le candidat visé à l'article 10 n'introduit pas d'éléments complémentaires dans le délai qui y est fixé, le Président remet un avis au Ministre, au terme duquel la Commission ne propose pas l'assimilation.

Art. 13. Si le candidat visé à l'article 10 introduit des éléments complémentaires dans le délai qui y est fixé, la Commission procède à un nouvel examen de la demande, à la lumière, le cas échéant, des éléments nouveaux communiqués par le candidat. Le Président remet, suivant le résultat de la délibération, un avis au terme duquel elle propose ou ne propose pas l'assimilation au Ministre, dans un délai qui ne peut dépasser six mois à dater du jour de la réception de la demande initiale.

Art. 14. Le Ministre communique sa décision en matière d'assimilation au Président de la Commission. Cette décision est notifiée par le Secrétaire à l'auteur de la demande et aux membres de la Commission.

Art. 15. Les frais de fonctionnement de la Commission sont à charge du budget de l'Administration générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique de la Communauté française.

Art. 16. Les membres de la Commission, de même que les experts convoqués dont la résidence administrative n'est pas située à Bruxelles, ont droit aux indemnités réglementaires pour les frais de parcours et de séjour.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2003 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'assimilation des titres, créée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 2002 portant application de l'article 29 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique

Bruxelles, le 18 juillet 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
Mme F. DUPUIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3641

[C — 2003/29523]

18 JULI 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Gelijkstellingscommissie voor bekwaamheidsbewijzen, opgericht bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 september 2002 houdende toepassing van artikel 29 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, inzonderheid op artikel 29;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 september 2002 houdende toepassing van artikel 29 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, inzonderheid op de artikelen 5 tot 12;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 juli 1999 houdende regeling van haar werking, inzonderheid op artikel 6, § 1, 10°, a);

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs,

Besluit :

Artikel 1. Het hierbij gevoegd huishoudelijk reglement van de Gelijkstellingscommissie opgericht bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 september 2002 houdende toepassing van artikel 29 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 18 juli 2003.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs,

Mevr. F. DUPUIS

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 3642

[C — 2003/31454]

4 SEPTEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les exigences élémentaires en matière de sécurité, de salubrité et d'équipement des logements

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement, en particulier ses articles 4 et 5;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 14 juillet 2003;

Vu l'avis du Conseil consultatif du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 juillet 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis 35.734/1/V de la section de législation du Conseil d'Etat donné le 13 août 2003; en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé du Logement,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Ordonnance : l'ordonnance portant le Code bruxellois du Logement;

2° Service régional d'inspection : le service créé, au sein du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, par l'article 8 du Code bruxellois du Logement, et chargé de contrôler le respect des critères de sécurité, de salubrité et d'équipement des logements;

3° Local habitable : l'espace du logement séparé des autres espaces par des cloisons allant du plancher au plafond et destiné aux besoins essentiels de la vie quotidienne, notamment le repos, le manger, le divertissement, l'étude,... ou utilisé à cet effet. Il s'agit plus spécifiquement des cuisines, salles à manger, salles de séjour et chambres à coucher;

4° Cabinet de toilette : l'espace du logement séparé des autres espaces par des cloisons allant du plancher au plafond, dont l'équipement sanitaire est constitué d'un lavabo et destiné principalement à la toilette;

5° Logement collectif : le logement destiné à l'habitation conjointe de plusieurs ménages qui y disposent chacun d'un ou de plusieurs espaces privatifs de jouissance exclusive et d'espaces communcollectifs, à l'exclusion des logements de ce type dont les normes relatives aux bâtiments sont réglées par une autre législation particulière;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 3642

[C — 2003/31454]

4 SEPTEMBER 2003. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot bepaling van de elementaire verplichtingen inzake veiligheid, gezondheid en uitrusting van de woningen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de Ordonnantie van 17 juli 2003 met betrekking tot de Huisvestingscode van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op de artikelen 4 en 5;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën verstrekt op 14 juli 2003;

Gelet op het advies van de Adviesraad voor Huisvesting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 4 juli 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies 35.734/1/V van de Afdeling Wetgeving van de Raad van State, gegeven op 13 augustus 2003 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Minister bevoegd voor Huisvesting,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Ordonnantie : de ordonnantie met betrekking tot de Brusselse Huisvestingscode;

2° Gewestelijke Inspectiedienst : de dienst die in het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt opgericht door het artikel 8 van de Brusselse Huisvestingscode en die belast is met de controle op de naleving van de normen inzake veiligheid, gezondheid en uitrusting van de woningen;

3° Bewoonbaar lokaal : de ruimte in de woning die van de andere ruimten wordt gescheiden door wanden die van de vloer tot het plafond reiken en die bestemd is voor het voldoen aan de essentiële noden van het dagelijks leven, inzonderheid rusten, eten, ontspannen, studeren,... of daarvoor wordt gebruikt. Het gaat meer in het bijzonder om de keukens, eetplaatsen, livings en slaapkamers;

4° Wasruimte : de ruimte in de woning die van de andere ruimten wordt gescheiden door wanden die van de vloer tot het plafond reiken en waarin de sanitaire uitrusting uit een wastafel bestaat en in hoofdzaak bedoeld is om zich aan te wassen;

5° Collectieve woning : de woning die bestemd is voor de gelijktijdige huisvesting van meerdere gezinnen die er elk over één of meerdere exclusief door hen gebruikte privé ruimten en over gemeenschappelijke ruimten beschikken, met uitzondering van de woningen van dit type waarvoor de normen met betrekking tot de gebouwen door een andere bijzondere wetgeving worden geregeld;